



contact@sudeducation77.org

Mobilisons-nous dès le 10 décembre, le 11, le 12, le 13...

En grève reconductible.

Pour la justice sociale.

SUD éducation 77 appelle tous les personnels qui travaillent dans les établissements scolaires et du supérieur à rejoindre les mouvements des gilets jaunes et des lycéen-nes et à se mettre en grève reconductible à partir du lundi 10 décembre.

Nous partageons les colères qui s'expriment de toute part : la dégradation de nos conditions de travail et le gel du point d'indice sont autant de raisons de nous mobiliser dès le samedi 8 décembre aux côtés des gilets jaunes. Pendant que le gouvernement mène une politique au service des plus riches, ce sont les travailleurs et les travailleuses, comme nous et comme les familles de nos élèves, qui doivent se serrer la ceinture. Ce sont nos services publics qui sont en train d'être démantelés, ce sont nos élèves qui subissent les inégalités sociales.

Macron n'a qu'un objectif : avantager les plus riches. Dans l'éducation, Parcoursup est un de ses outils pour reproduire les inégalités sociales. Le ministre de l'éducation nationale supprime 2650 postes à la rentrée 2019, prépare le dynamitage de l'école publique et gratuite au profit du privé payant, augmente la hausse des frais d'inscriptions pour les étudiants étrangers. Toujours le même objectif : favoriser les riches.

Nous dénonçons cette politique qui ferme les hôpitaux, les bureaux de poste, qui taxe les pauvres au nom de l'écologie mais qui ferme des lignes SNCF, seule alternative au tout automobile.

Revendiquons tou-te-s ensemble dans la rue :

- La hausse des salaires !**
- La Justice fiscale : Macron doit rendre l'ISF !**
- Un vrai plan d'urgence pour les services publics.**
- Le développement des transports publics partout : gratuité, ferroutage !**
- De vrais moyens pour l'école et la fin des réformes mettant en concurrence élèves et établissements.**
- L'accueil sans condition de tous les étrangers.**

Sud éducation 77 soutient la mobilisation massive des lycéenn.es de ces derniers jours. Nous condamnons les violences policières et demandons la libération immédiate des élèves arrêtés.

Faisons des Assemblées Générales, partout dans nos établissements, c'est le moment de refuser que le service public de l'éducation soit écrasé, méprisé, démantelé.

Discutons de la mobilisation sociale pour la hausse des salaires et décidons collectivement des formes de mobilisation à mettre en œuvre pour gagner.